

# Burundi

## Performances macroéconomiques

Après une baisse à  $-0,2\%$  en 2017, la croissance du PIB réel atteint environ  $1,4\%$  en 2018, grâce à l'augmentation de la production de café et de thé, au redressement du secteur des services ( $7,4\%$ ) et aux performances du secteur des industries manufacturières et agroalimentaires ( $3,2\%$ ). Les secteurs du transport et des télécommunications ont mieux supporté l'instabilité politique et l'insécurité que ceux dépendant principalement des financements étrangers comme le tourisme et l'hôtellerie.

En 2018, le solde budgétaire est d'environ  $-8,8\%$  contre  $-6,5\%$  en 2017. Au premier trimestre de 2018, les recettes imposables et non imposables sont  $19,2\%$  supérieures à celles du premier trimestre de 2017, en raison d'une hausse de  $28,3\%$  des recettes imposables dans le commerce intérieur et de  $27,1\%$  pour les recettes. La hausse des dépenses publiques devrait se limiter à  $4,6\%$  par rapport à l'année 2017.

En 2018, la banque centrale poursuit sa politique monétaire expansionniste commencée lors de la crise politique de 2015 avec une inflation d'environ  $12,7\%$ , principalement du fait d'une hausse des prix de l'alimentation. En octobre 2018, le taux de change officiel est de 1,795 francs burundais par dollar américain contre 1,670 en octobre 2015 ; soit une dépréciation de  $3,5\%$ . Le marché parallèle subit de plus en plus de pression avec un taux de change de 2,710 francs burundais par dollar en octobre 2018. Le déficit de la balance courante baisse légèrement en 2018 pour atteindre  $10,4\%$  du PIB par rapport aux  $11,6\%$  de 2017.

## Perspectives : facteurs positifs et négatifs

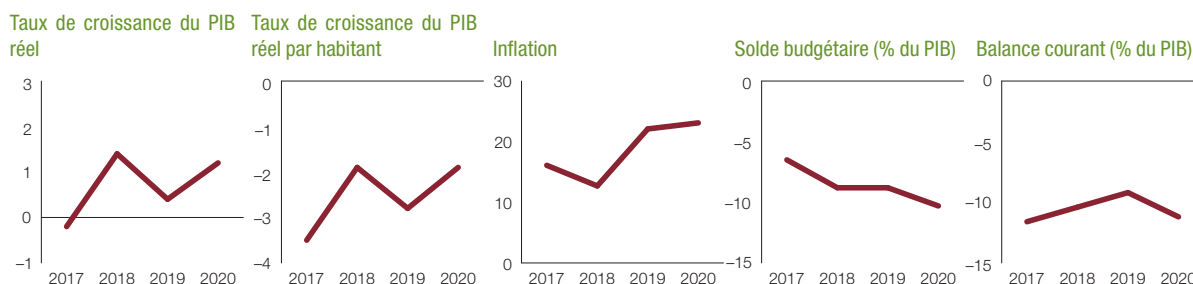
La croissance économique devrait continuer à un rythme plus lent,  $0,4\%$  en 2019 et  $1,2\%$  en 2020. Elle repose principalement sur la hausse de la production et l'exportation

de café et de thé, l'amélioration des termes de l'échange (de  $-11,7\%$  en 2018 à  $1\%$  en 2019) et la hausse des investissements (de  $11,8\%$  en 2018 à  $12,4\%$  en 2019). L'inflation risque de doubler et d'atteindre  $22,1\%$  en 2019 et  $23,1\%$  en 2020. Avec le gel d'une partie de l'aide internationale, le déficit budgétaire se maintiendra à  $-8,8\%$  en 2019 et chutera à  $-10,3\%$  en 2020. Le déficit de la balance courante devrait osciller entre  $-9,2\%$  en 2019 et  $-11,2\%$  en 2020.

Plusieurs forces et opportunités pourraient être exploitées pour favoriser la croissance et la création d'emplois : notamment le potentiel minier sous-exploité de la tourbe, du calcaire, du nickel, du coltan, des phosphates, du vanadium, des carbonanites et d'autres minéraux ; le potentiel hydroélectrique exploitable de 1 300 MW dont seulement 40 MW sont exploités ; et enfin le lac Tanganyika de 650 kilomètres, qui, avec le développement d'environ 10 ports, pourrait devenir une plaque tournante du commerce interrégional. À cet égard, rénover le port de Bujumbura augmentera les flux commerciaux, en particulier entre les pays de la sous-région tels que la République démocratique du Congo, le Rwanda, l'Ouganda, la Tanzanie et la Zambie.

Cependant, ces perspectives économiques sont incertaines. La production agricole reste vulnérable aux chocs climatiques, comme le phénomène climatique El Niño avec ses inondations en 2015 et la sécheresse qui a suivi. Le Burundi fait également l'objet de sanctions internationales qui réduisent l'aide extérieure destinée à financer le développement. Si la situation n'évolue pas, le pays devra trouver de nouvelles sources de financement.

Enfin, les perspectives économiques sont chargées d'incertitudes politiques et économiques, particulièrement en ce qui concerne les élections de 2020. La fragilité persiste et entraîne une faible capacité, une pauvreté généralisée et le chômage chez les jeunes, un pouvoir insuffisant à générer ou à utiliser des revenus fiscaux.



Source : Données des administrations nationales ; les chiffres pour 2018 sont des estimations, et les chiffres pour 2019 et 2020 sont des projections de l'équipe des Perspectives économiques pour l'Afrique.